

Chapitre 7

DE CANTON AU YANGTZE

Le Kuomintang faisait marcher ses troupes vers le Nord, pour substituer au pouvoir des vieux militaristes le sien. Il s'était mis en marche, non pour combattre l'impérialisme, mais pour pactiser avec lui. Leurrés par leurs propres dirigeants, qui leur avaient fait croire qu'une victoire du Kuomintang apporterait une grande amélioration de leur sort et de leurs conditions de vie, les masses populaires, comme un raz de marée, portèrent le corps expéditionnaire jusqu'aux rives du Yangtze.

Le soulèvement spontané du peuple ne laissa souvent aux armées nationalistes rien d'autre à faire que d'occuper les territoires qui leur étaient apportés sur un plateau. Les équipes de propagandistes, les travailleurs politiques, qui précédaient les troupes, arrivaient à déclencher un mouvement devant lequel tombaient toutes les oppositions. Avant même d'être attaqués, les troupes de Wu P'ei-fu, le seigneur de guerre nordiste, se retrouvèrent démoralisées et sans ressources. Elles refluaient en désordre, dans une complète déroute; ou bien, se rangeant derrière certains commandants locaux, elles cherchaient leur salut dans une alliance avec les nationalistes. Un témoin étranger raconte comment « un service de renseignements indigène... attendait, prêt à soutenir l'armée qui arrivait; des guides expérimentés et sûrs étaient disponibles quel que soit le moment où on les réclamait; dans certains cas, plusieurs jours avant que l'armée n'arrive, des agglomérations et des cités importantes étaient prises en son nom par des poignées de partisans enthousiastes du gouvernement national¹ ». Les détachements paysans prirent part aux combats qui se déroulaient. Des cheminots, des télégra-

phistes, sabotaient les communications de l'ennemi; et les paysans faisaient connaître instantanément aux nationalistes chacun de ses mouvements.

T'ang Sheng-chih, un militariste du Hunan, et l'un des premiers nationalistes de la dernière heure, occupa la capitale provinciale, Changsha, le 12 juillet. Quelques semaines plus tard les forces expéditionnaires atteignaient les fortifications nordistes à Yochow, port stratégiquement important sur le Yangtze. Le chemin avait été déblayé par les paysans à Pinkiang, et par les travailleurs des lignes de chemin de fer Canton-Hankow et Chuchow-Pingsiang. Des guides paysans conduisirent les nationalistes à un passage ignoré par le commandement nordiste, ce qui permit aux attaquants de passer à gué un des affluents du Yangtze et de prendre les défenseurs de Yochow à revers. « L'ennemi pensa que notre armée était tombée du ciel », câbla-t-on joyeusement à un journal de Canton. Douze heures plus tard, au matin du 22 août, les troupes nationalistes entraient dans Yochow. Bientôt, elles se dirigeaient sur Wuhan, le nom collectif donné à trois grandes villes situées au confluent du Yangtze et de la rivière Han : Wuchang, Hankow, Hanyang. Les ouvriers de l'arsenal de Hanyang cessèrent le travail : la garnison nordiste se mit en retraite; et les nationalistes occupèrent Hanyang le 6 septembre, Hankow deux jours plus tard. Les défenseurs de Wuchang, retranchés derrière les murailles de la ville, résistèrent un mois avant que les assauts de la fameuse armée des « côtes de fer » n'en viennent à bout. Avant la mi-octobre, le drapeau du Kuomintang flottait au cœur de la vallée du Yangtze, et il y était solidement planté.

Plus loin à l'est, l'avance de Chiang Kai-shek à travers le Kiangsi avait été moins spectaculaire et moins heureuse. Il avait restreint l'activité des propagandistes et, tout au long du chemin avait adopté des mesures répressives contre les mouvements de masse. Cela permit à Sun Ch'uan-fang, le potentat militaire des cinq provinces de l'Est, d'offrir une résistance plus tenace. Nanchang finit par tomber et, le 5 novembre, les troupes de Chiang atteignaient Kiukiang, sur la rive sud du Yangtze.

Les victoires de l'expédition du Nord coïncidaient avec une rapide extension du mouvement de masse. Au Hunan les syndicats, de cinq districts passaient à quarante, et voyaient leurs effectifs monter de soixante mille à cent cinquante mille adhérents avant la fin du mois de

novembre. A Wuhan, en deux mois, plus de trois cent mille employés et ouvriers étaient organisés au sein de deux cents syndicats regroupés dans l'Union générale du Travail du Hupch. Ces syndicats étaient organisés en hâte, et souvent constituaient une ossature assez rachitique. Ils étaient plus le produit des circonstances que d'un solide travail à la base. On n'ignorait pas la contrainte que faisaient peser les groupes les plus avancés sur les plus arriérés; et il s'agissait d'une obéissance aveugle aux dirigeants plutôt que d'une pratique fondée sur des procédés démocratiques acquis par les masses; mais l'élément primordial était la spontanéité des masses. Le peuple croyait tenir une occasion de briser les conditions qui lui étaient faites, et se jeta de toutes ses forces dans la lutte. Wuhan fut secoué par une terrifiante série de grèves.

Encore plus spectaculaire était la croissance du mouvement paysan. D'après les rapports publiés dans *Hsiang tao (Le Guide)*, il y avait, fin novembre, quarante-quatre districts organisés au Hunan, et les associations paysannes comptaient un million soixante et onze mille cent trente-sept membres. En janvier 1927, ce nombre passa à deux millions². Les paysans demandèrent, en premier lieu, la réduction des loyers, l'abolition d'une multitude de taxes, et réclamèrent des armes pour combattre les hobereaux campagnards. L'autorité dans les campagnes échut en grande partie aux associations paysannes, et au Hunan, comme ailleurs, s'imposait la logique de la situation : les paysans commencèrent d'abord par refuser de payer les loyers, et ensuite ils se mirent à saisir carrément les terres.

Tel était le tableau lorsque le gouvernement national quitta, en décembre, Canton pour le Yangtze. La fièvre de la victoire et la puissance resplendissante du mouvement de masse donnèrent un sang nouveau à la fine équipe des politiciens libéraux qui montaient du Sud. Ces « hommes de gauche » purent provisoirement remiser le complexe d'infériorité que leur avait causé le spectacle du pouvoir de Chiang Kai-shek. Chiang lui-même se trouvait dans l'Est, et à l'entour de Wuhan se concentraient de nouvelles forces révolutionnaires. Dans leur sillage, les « radicaux » du Kuomintang s'agitaient, déversant des torrents de maximes révolutionnaires. Mais en même temps qu'enflait le mouvement populaire, et particulièrement à la campagne, ils rentrèrent précipitamment dans leurs coquilles et les lamentations traditionnelles de la petite-bourgeoisie

recommencèrent à résonner dans les salles de réunion des comités gouvernementaux : « Les masses sont en train d'aller trop loin ! »

Le premier désarroi passé, les propriétaires des usines de Wuhan se reprirent. Le 3 décembre, la chambre générale de commerce menaça de geler la vie économique de la capitale, à moins que ne soient immédiatement prises des mesures pour freiner les ouvriers. Borodine, les dirigeants communistes, et leurs associés du Kuomintang en convinrent hâtivement. Un comité d'arbitrage fut mis sur pied, pour accorder des augmentations de salaires « raisonnables », pour conseiller aux différents métiers « de suivre les traditions en matière d'horaires de travail » et « de laisser la faculté d'embaucher et de licencier les travailleurs entièrement aux mains des employeurs ». Ce comité était composé de délégués du Kuomintang, de l'Union générale du Travail et de la chambre de commerce, et ses décisions étaient censées lier aussi bien les employés que les employeurs. Il y eut bien une tentative pour fixer à treize dollars le salaire mensuel minimum, mais cette « amélioration » ne passa jamais dans les faits³. L'attitude envers les paysans relevait des mêmes principes. Borodine et les radicaux du Kuomintang, qui avaient pris leurs quartiers à Wuhan, esquivèrent tout programme concret dans le sens des demandes des paysans. La réduction de 25 % sur les loyers, promise par le programme nationaliste, ne reçut aucun commencement d'exécution de la part du gouvernement. Les dirigeants se contentèrent de déplorer « les excès » des paysans qui, craignaient-ils, étaient susceptibles de porter préjudice au front uni de toutes les classes.

Les communistes chinois n'agirent pas différemment. L'expédition du Nord, avec son ouverture sur la scène politique, et l'apparition dans la vie politique active de millions de gens nouveaux, offrait aux communistes une chance de rompre avec la politique de capitulation qu'ils poursuivaient à Canton. Mais ceci les aurait fait entrer en conflit non seulement avec Chiang Kai-shek, mais aussi bien avec les politiciens du « Kuomintang de gauche ». Cela aurait menacé l'« unité » qui obsédait les communistes chinois, Borodine et les principaux délégués du Comintern. Le mouvement de masse en vint à être regardé surtout comme une menace, dans ses « excès », pour la sauvegarde de l'unité politique au sommet, plutôt que comme une source d'énergie. Conception qui prévalut auprès de la

direction communiste, et dont trois jeunes délégués du Comintern nous ont laissé une description extraordinaire. Encourant un risque considérable, ils écrivirent un rapport spécial à Moscou, daté de Shanghai, le 17 mars 1927, et qui mérite d'être longuement cité ici :

... Jusqu'en octobre 1926, la question de la paysannerie... n'a été posée ni par le représentant du Comité exécutif de l'Internationale, ni par le Comité central du parti communiste chinois qui à l'exception des résolutions du plénum de juin, a totalement escamoté la lutte paysanne, et a fait appel au bloc avec les « bons hobereaux... » En octobre fut élaboré le programme des revendications paysannes, mais le représentant de l'Internationale communiste, ainsi que les dirigeants du parti ne l'ont considéré que comme un programme pour le Congrès du parti. Pendant deux à trois mois ce programme n'a pas franchi les murs du Comité central, et ce n'est qu'en janvier qu'il fut communiqué aux organisations locales. Cependant, jusqu'aujourd'hui, rien d'essentiel n'a changé dans la tactique du parti relativement à la question paysanne. La vieille politique, qui consistait à freiner la lutte dans les campagnes et à ralentir le mouvement paysan dans son ensemble, continue à prévaloir... La peur du mouvement paysan a existé, et elle subsiste dans le parti. La réalisation de la propriété des paysans sur la terre, c'est-à-dire la prise de la terre par les paysans, cela s'appelle, pour le Comité central, « une dangereuse maladie infantile gauchiste, nuisible ». Ils continuent à parler du « front uni avec les bons hobereaux, avec les petits et moyens propriétaires fonciers contre les mauvais hobereaux et les vauriens ». (Rapport du Hunan, le 30 décembre.) L'expression « bons hobereaux » se trouve encore aujourd'hui dans tous les documents du parti, et dans les articles des camarades dirigeants. Cette substitution des catégories morales aux catégories sociales est dans son essence le recroqueuillement du mouvement ouvrier dans les campagnes.

Au plénum de décembre du Comité central, une résolution sur les questions paysannes fut adoptée avec l'approbation du représentant du Comité exécutif de l'Internationale. Dans cette résolution ne figure pas un seul mot relatif à un programme agraire et à la lutte de la paysannerie. La résolution ne répond même pas à une seule des questions brûlantes du moment; à la question du pouvoir paysan il est répondu négativement. Elle dit *qu'il ne faut pas lancer le mot d'ordre du pouvoir paysan*, afin de ne pas effrayer la petite-bourgeoisie. De là vient que les organes du parti ont ignoré la paysannerie armée...

La tactique du parti dans le mouvement ouvrier ne diffère pas de sa tactique dans le mouvement paysan. C'est envers lui, avant tout, une sous-estimation et un manque d'attention absolus. Le Comité central n'a pas de section syndicale. Plus d'un million d'ouvriers organisés sont privés d'un centre dirigeant. Les syndicats sont coupés des masses, et restent dans une large mesure des organisations du sommet. Le travail politique et le travail d'organisation sont remplacés

partout par la contrainte; mais le fait principal, c'est que des tendances réformistes sont en train de croître à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur du mouvement syndical révolutionnaire... Refus de défendre les revendications économiques des travailleurs. Craignant sans doute la croissance naturelle du mouvement ouvrier, le parti a consenti à Canton, puis à Hankow, à l'arbitrage obligatoire (l'idée même de l'arbitrage obligatoire vient de Borodine)... La peur des dirigeants du parti est particulièrement grande devant le mouvement des ouvriers non industriels, qui forme d'ailleurs la majorité des ouvriers organisés en Chine.

Le rapport du Comité central lors du plénum de décembre déclare : « Il est extraordinairement difficile pour nous de définir notre tactique vis-à-vis de la moyenne et de la petite-bourgeoisie, puisque les grèves des travailleurs non industriels et des employés ne sont que des conflits à l'intérieur même de la petite-bourgeoisie. Les deux côtés, c'est-à-dire les employeurs et les ouvriers, étant nécessaires pour le front uni national, nous ne pouvons soutenir aucun des deux camps, ni rester neutres... Les employés des entreprises fournissant les objets de première nécessité (riz, sel, charbon, pétrole, etc.) ne doivent jamais recourir à la grève s'il y a la moindre possibilité d'aboutir à des concessions d'une façon pacifique. »

Ainsi le parti abandonne leur défense, se refuse à soutenir les ouvriers non industriels, c'est-à-dire la majorité de la classe ouvrière chinoise, en camouflant ce refus par la nécessité du front uni avec la petite-bourgeoisie. D'ailleurs, il est tout à fait clair qu'il ne s'agit pas tant de la petite-bourgeoisie, en particulier de l'artisanat, que de la moyenne bourgeoisie commerçante... La direction du parti craint également d'armer les ouvriers...

Si l'on considère l'attitude du parti envers l'armée, elle a bien été caractérisée par le rapport du camarade Chou En-lai. Il dit aux militants du parti : « Rejoignez cette armée nationale révolutionnaire, renforcez-la, élevez son aptitude au combat, mais n'y menez aucun travail indépendant. » Encore tout récemment il n'y avait pas de cellules dans l'armée, nos camarades conseillers politiques s'occupant exclusivement du travail politique ou militaire pour le Kuomintang...

Par le moyen de toutes sortes de combinaisons, d'antagonismes, etc., nos camarades ont eu l'espoir de conserver l'équilibre des forces dans l'armée, mais ils ne l'ont pas maîtrisé... Avec une ardeur particulière, le représentant du Comité exécutif de l'Internationale communiste nie absolument la possibilité du travail politique dans l'armée. Le plénum de décembre du Comité central a adopté la décision de créer des cellules dans l'armée (cellules, il est vrai, composées seulement de commandants, avec interdiction d'y faire entrer les soldats), et en janvier de cette année, lorsque les autres camarades russes, et ce n'est pas la première fois, ont posé la question du travail dans l'armée, le camarade V. *

* Voitinsky.

s'est opposé fermement à toute organisation de cellules. D'abord il a dit au camarade M. * que Moscou avait décidé de ne pas organiser de cellules, et ensuite il démontra l'impossibilité de les organiser — premièrement parce que les chefs militaires, et en particulier Chiang Kai-shek, verraient cela comme une machination des communistes, ce qui tendrait les relations avec lui; deuxièmement parce que l'armée cantonaise n'était pas perméable à un travail effectué à la base. Lorsqu'il fut proposé de recruter en masse des ouvriers et des communistes... ainsi que des paysans et des membres des ligues paysannes, le camarade V. mit cette proposition de côté, en prétextant que personne ne les accepterait dans l'armée, que rien ne sortirait de tout cela, et qu'il n'y avait plus maintenant de recrutement, etc. Et, n'osant pas apparaître comme un opposant de principe à l'armement des ouvriers, il trouva mille difficultés et montra qu'il n'était absolument pas possible d'y penser, et que les armes manquaient partout, etc.

D'ailleurs, il y a des dizaines de commandants de compagnies, et quelques colonels commandant des régiments, qui sont communistes et ont une influence colossale. Il y a un régiment communiste, et par tous ces canaux on aurait pu mener à bien un travail énorme mais la crainte, qui tenaille certains dirigeants du parti, de révolutionner l'armée, a isolé des camarades, les détachant du parti et les transformant en commandants communistes « individuels »... bien qu'après une longue résistance le représentant du Comité exécutif de l'Internationale communiste ait admis la nécessité de réorganiser le travail du parti dans l'armée, il n'a ensuite rien fait en vue de cette réorganisation. Nous ne savons même pas s'il en a parlé au Comité central ⁴.

Les délégués du Comintern qui écrivent cette lettre évitaient soigneusement, c'est évident, de dire que Borodine, Voitinsky et les dirigeants communistes chinois appliquaient tout simplement la politique ordonnée à Moscou. Mais c'est l'occasion de faire une analyse complète des directives qui venaient de Moscou à cette époque, puisque ce document en prouve la nécessité. Ce sujet vaut bien un peu d'encre, et l'attention du lecteur, car il contient la véritable explication de ce qui est arrivé à la révolution chinoise.

En mars 1926, comme nous l'avons vu, le sixième plénum du Comité exécutif du Comintern avait canonisé la politique du « bloc des classes » en Chine. Le coup de Chiang avait fait voler en éclats la conception de la « communauté des intérêts des classes » sur laquelle reposait cette politique. Mais les dirigeants du Kremlin se proposaient de gagner avec la Chine un solide allié, de venir à bout de ce problème en l'ignorant, et de dissimuler le fait que le

* Mandalyan.

pouvoir à Canton était passé dans les mains de l'extrême droite du Kuomintang, que contrôlait Chiang Kai-shek. Peu après, le bureau politique du parti communiste de l'U.R.S.S. approuva, moins la voix de Trotsky, l'admission du Kuomintang de Chiang Kai-shek, comme parti sympathisant dans l'Internationale communiste. « Se préparant à jouer un rôle de bourreau, écrivait Trotsky, Chiang Kai-shek désirait recevoir préalablement l'investiture du monde communiste, et il l'obtint ⁵. » En octobre 1926, la direction Staline-Boukharine câblait de Moscou aux communistes chinois d'enrayer le mouvement paysan, afin de ne pas contrarier les généraux qui conduisaient la marche victorieuse vers le nord. Lorsqu'on le lui mit sous le nez ⁶, Staline admit qu'un télégramme de ce genre avait bien été envoyé et, chose encore plus remarquable, confessa que cela avait été une « erreur », ajoutant hâtivement qu'il avait été « résilié » quelques semaines après avoir été envoyé ⁷. La résiliation, c'était les directives du septième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, qui avait tenu ses assises à Moscou en novembre 1926.

Les thèses sur la Chine ⁸ que ce plénum adopta avaient été esquissées par Staline et Boukharine, et fournissent un exemple révélateur de cette comptabilité à double entrée, plaçant une opération au passif d'un compte et la même à l'actif d'un autre, et qui était devenue une pratique courante dans le Comintern. En bons juristes, ils étaient prêts à toutes les contingences, à toute péripétie. Ils donnaient pouvoir au Comintern de professer, de reconnaître « l'indépendance du prolétariat » pendant qu'ils capitulaient devant la bourgeoisie; de mettre l'accent, en général, sur l'importance de la révolution agraire en Chine, tout en ordonnant plus que jamais aux communistes chinois d'enrayer le soulèvement tumultueux de plusieurs millions de paysans. Techniquement, il s'agissait d'unir des éléments antithétiques et de les présenter comme un tout synthétique. Ainsi, lorsque les circonstances l'exigeaient, les inspirateurs de la révolution pouvaient toujours se justifier en citant leur profession de foi, et en blâmant la pratique des autres.

Les thèses, par exemple, constataient que « l'abandon de la révolution par la grande bourgeoisie est historiquement inévitable ». Formule qui, plus tard, devait être rongée jusqu'à la corde à force de servir, lorsqu'il fut nécessaire de produire des citations pour prouver que le

Comintern avait tout « prévu ». La résolution, de toute façon, disait aussi : « Cela ne signifie pas que la bourgeoisie soit totalement éliminée, en tant que classe, du combat pour l'indépendance nationale, puisque aux côtés de la petite et de la moyenne bourgeoisie, même une certaine fraction de la grande bourgeoisie peut, pour un certain laps de temps, marcher encore avec la révolution... Le prolétariat doit, bien sûr, utiliser largement ces couches de la bourgeoisie qui, dans le moment présent, contribuent activement à la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le militarisme. »

Le document mettait en garde contre ce fait que la « bourgeoisie » était en train d'essayer « d'écraser la révolution ». Mais il oubliait de dire de quelle bourgeoisie, de quelles personnes, de quels événements, de quels endroits, de quels noms et de quelles dates il s'agissait. « Écraser la révolution » impliquait une activité d'une nature extrêmement concrète. Les communistes chinois auraient pu demander : qui est en train de l'écraser ? Où, quand, comment ? A ces questions élémentaires, le document ne fournissait aucune réponse. Il n'était pas question du coup de mars de Chiang Kai-shek, de la répression de Canton, du meurtre des paysans et des ouvriers du parti, au Kwangtung et au Kiangsi, au lendemain de l'arrivée des troupes de Chiang. Il n'y avait que la seule référence, peu explicite, au fait que « le mouvement ouvrier et paysan, même dans la province du Kwangtung, avait eu à surmonter beaucoup de difficultés ». Dans son rapport au plénum, T'an P'ing-shan, le représentant du parti communiste chinois, fit allusion d'une façon sibylline, à « l'affaire du mois de mars cette année à Canton » comme « une tentative de la bourgeoisie pour tenir le prolétariat à l'écart de la direction de la révolution », mais il ne la mentionna plus jamais, pas plus que quiconque, si l'on s'en tient aux comptes rendus officiels⁹. Staline, lui-même, dans un discours, le 30 novembre, assura que « la grande bourgeoisie nationale est faible... le rôle de dirigeant de la paysannerie chinoise doit inévitablement tomber dans les mains du prolétariat chinois, qui est mieux organisé et plus actif que la bourgeoisie chinoise¹⁰ ».

De tout cela, l'auditeur ou le lecteur attentif pouvait conclure que, pendant que la « bourgeoisie » était peut-être en train « d'écraser » la révolution, Chiang Kai-shek, de son côté, la conduisait gaillardement de victoire en victoire. Lorsque le représentant personnel de Chiang,

Shao Li-tzu, apparut à la tribune comme le délégué fraternel du Kuomintang, les congressistes lui firent une formidable ovation et se levèrent pour chanter *L'Internationale* en son honneur. Le compte rendu dit que l'enthousiasme fut indescriptible lorsque « au nom du Kuomintang », Shao (« camarade Shao » dans le compte rendu) déclara : « Nous attendons le soutien du Comintern et de tous les partis qui lui sont affiliés... Vive le Comintern ! Vive la révolution mondiale ¹¹¹ »

Albert Treint, un Français membre du Comité exécutif du Comintern, et du sous-comité sur la Chine, et qui un an plus tard s'en sépara, s'opposant à la fois à Staline et à Trotsky, rapporte que les dirigeants de Moscou étaient bien au fait de l'extermination sanglante des organisations de masse à Canton et à l'arrière des armées de Chiang ¹². Néanmoins, dans son discours devant la commission chinoise du plénum, Staline parla dans les termes suivants de Chiang Kai-shek et de l'expédition du Nord :

L'avance des troupes cantonaises est un coup porté à l'impérialisme, un coup porté à ses agents en Chine. Elle signifie la liberté de réunion, la liberté de la presse, la liberté de grève, la liberté de coalition pour tous les éléments révolutionnaires en Chine, et pour les travailleurs en particulier... En Chine, il ne s'agit pas d'un peuple désarmé en face des troupes de son propre gouvernement, mais d'un peuple en armes, sous la forme de son armée révolutionnaire. En Chine, la révolution armée combat la contre-révolution armée. Telle est l'une des caractéristiques, l'un des avantages de la révolution chinoise... Ce qui est important, ce n'est pas le caractère démocratique-bourgeois du gouvernement de Canton, qui constitue l'ébauche du futur pouvoir révolutionnaire de tous les Chinois. La chose la plus importante, c'est que ce pouvoir est un pouvoir antimilitariste, et ne peut être rien d'autre, que toute avance de ce pouvoir est un coup porté à l'impérialisme mondial, et par conséquent un assaut de plus en faveur du mouvement révolutionnaire mondial ¹³.

En somme, la « bourgeoisie » « abandonnerait inévitablement » la révolution, mais son principal agent, Chiang, restait le chef d'une « révolution armée », et sa principale agence, le gouvernement de Canton, était le fer de lance brillant de la lutte antimilitariste et anti-impérialiste, et ne pouvait être rien d'autre. Le communiste qui, raisonnablement, désirait savoir l'identité des forces du mal de la bourgeoisie qui étaient à l'ouvrage pour écraser la révolution, devait tant bien que mal se résoudre à les imaginer.

Au sujet de la révolution agraire, les communistes qui étudiaient soigneusement les discours de Staline et les thèses du plénum, étaient tout autant déconcertés. Les thèses du plénum sur un point étaient hardies :

Ne pas agir hardiment à propos de la question agraire, ne pas soutenir dans leur plénitude les buts des masses paysannes, serait un véritable danger pour la révolution. Il serait erroné de ne pas placer le programme du mouvement paysan en tête du programme de la libération nationale par crainte de s'aliéner la coopération incertaine et perfide d'une partie de la classe capitaliste.

C'était vraisemblablement la « résiliation » du télégramme d'octobre qui ordonnait de freiner les paysans, précisément pour ne pas choquer les autres éléments de la coalition. Pris de cette façon, cela semblait suffisamment explicite. Mais les communistes studieux devaient continuer à lire les passages suivants de la résolution :

Tout en reconnaissant que le parti communiste devait proclamer la nationalisation de la terre, et ceci comme une exigence fondamentale du programme agraire du prolétariat, il devait néanmoins, dans la période présente, différencier sa tactique agricole selon les particularités politiques et économiques des diverses parties du territoire chinois.

La résolution continuait alors, en spécifiant le programme que devaient suivre les communistes chinois, et qui reprenait le programme souvent cité, mais jamais appliqué, du Kuomintang, sur la réduction des loyers, la réévaluation des impôts, les aides sous forme de crédits, le soutien gouvernemental pour l'organisation paysanne. Pour finir elle demandait des armes, et « la confiscation des terres des églises et des congrégations et de celles appartenant aux militaristes réactionnaires ¹⁴ ». Tel était le fond de la « différenciation » proposée par Staline. C'était du même genre que sa proposition selon laquelle, dans l'industrie, il ne fallait envisager de nationaliser que ce qui appartenait à ceux « qui s'étaient fait remarquer par une hostilité particulière et une agressivité particulière envers le peuple chinois ¹⁵ ». La résolution, d'un côté, ordonnait aux communistes chinois de soutenir « dans leur intégralité » les revendications paysannes. Les paysans revendiquaient la terre. D'un autre côté, la révolution préconisait aux communistes de chercher à limiter la confiscation des terres seulement à celles des militaristes « réactionnaires ». En Chine, chaque satrape local faisait allégeance au Kuomintang

dès que l'armée de l'expédition du Nord était en vue de son territoire. Il devenait par conséquent un élément de la « révolution armée », et sa terre devenait théoriquement inviolable, ainsi que la terre de ses féaux, de sa famille, de ses partisans, c'est-à-dire tous les propriétaires locaux pour le compte desquels il gouvernait. Les paysans au Kwangtung, au Hunan et au Kiangsi, découvraient cela au moment où ils s'apprétaient à s'emparer des terres pour eux-mêmes. La préservation des « terres appartenant à des officiers », consacrée par le Comintern et que les communistes appliquaient sans coup férir, devint un piège pour la révolution. Cela signifiait en effet la défense des grands propriétaires fonciers contre les attaques paysannes.

C'était là une variété de révolution agraire que même Chiang était heureux de promouvoir. Comme Shao Li-tzu le déclara au plénum : « Le camarade Chiang Kai-shek, dans son discours aux camarades du Kuomintang, a dit que la révolution chinoise était impensable s'il n'était pas possible de résoudre correctement la question agraire, c'est-à-dire paysanne... Nous sommes convaincus que le Kuomintang, sous la direction du parti communiste et du Comintern, remplira ce rôle historique ¹⁶¹ ! » Il y avait une sinistre réalité dans la conviction du « camarade » Chiang Kai-shek que le Kuomintang remplirait son rôle « sous la direction du Comintern », aussi longtemps que cette direction maintiendrait les communistes chinois dans une stricte obéissance aux intérêts de la bourgeoisie. Les thèses insistaient tout spécialement sur le fait que le programme de la révolution devait être exécuté, réalisé, par le gouvernement Kuomintang. Admettant soudainement, quoique fortuitement, que « depuis le début, ce gouvernement est en fait aux mains de l'aile droite du Kuomintang », les thèses ajoutaient : « La tâche du parti communiste est de voir que le gouvernement de Canton applique ces mesures comme une étape transitoire vers un développement ultérieur de la révolution agraire... Des événements récents ont démontré que les communistes doivent entrer dans le gouvernement national, afin de soutenir l'aile gauche dans sa lutte contre les fluctuations et la faiblesse de la politique menée par la droite. » Effectivement des événements récents, auxquels il était une nouvelle fois fait allusion de façon très vague, avaient réellement prouvé que la « gauche » était le faible et fluctuant prisonnier d'une droite agressive et puissante. Ordonner aux communistes d'entrer dans ce gouvernement assurait par conséquent qu'ils

deviendraient les prisonniers obéissants de la « gauche ».

Staline et Boukharine créèrent l'image d'un régime Kuomintang facile à caser sur le papier dans une résolution à Moscou, mais que les communistes chinois ne trouvaient nulle part en Chine. Répétant les formules de Staline, Boukharine déclara dans une conférence du parti à Leningrad :

Ce qui est essentiellement nouveau, original, en Chine c'est que maintenant la révolution possède déjà un centre organisé en pouvoir d'État. Ce fait a une signification énorme. La révolution chinoise a déjà dépassé le stade du combat de masse contre l'ancien régime. Le stade actuel se caractérise par le fait que les forces sociales de la révolution sont déjà organisées en un pouvoir d'État qui possède une armée régulière et disciplinée... L'avance des armées, leur brillante victoire... sont une forme exceptionnelle du processus révolutionnaire¹⁷.

Si cela voulait dire quelque chose pour le parti communiste chinois, c'était qu'il n'y avait pas d'antagonismes entre lui ou les masses populaires et le gouvernement Kuomintang. Mais, tout autour de lui, il pouvait voir que ce gouvernement se révélait être le représentant des exploités, aussi bien en ville qu'à la campagne, et que ces généraux avaient déjà commencé à réprimer le mouvement de masse. C'était une « forme exceptionnelle du processus révolutionnaire », difficile à admettre. T'an P'ing-shan le délégué chinois, qui timidement s'était hasardé à dire qu'il craignait d'avoir vu les communistes « sacrifier les intérêts des ouvriers et des paysans », résuma sans s'en rendre compte le dilemme :

Nous devons sauvegarder les intérêts de la paysannerie, mais il nous faut d'un autre côté préserver et renforcer le front uni du mouvement révolutionnaire national. Dans une situation aussi contradictoire, il est difficile de conserver une tactique correcte¹⁸.

Ce n'était pas seulement « difficile », c'était impossible. Il aurait fallu que les communistes chinois puissent concilier ce qui est inconciliable; sauvegarder en même temps les intérêts des paysans et des propriétaires fonciers, alors qu'ils étaient en conflit ouvert; préserver l'unité de « toutes les couches de la population », alors que ces couches étaient évidemment en train de tirer dans des directions différentes. Toute suggestion relative à la politique indépendante que les communistes chinois auraient

pu mener était rapidement étouffée. Staline et d'autres orateurs condamnèrent absolument, devant le plénum, l'idée du retrait du Kuomintang. Ce serait l'erreur la plus « funeste » disait Staline¹⁹. Lorsque Pavel Mif suggéra que le moment était peut-être venu d'appeler les paysans chinois à former des soviets, ou des conseils populaires, dans les villes et les villages, Staline le rappela brusquement à l'ordre. En bref, la résolution du septième plénum parlait de « voie de développement non capitaliste » et de « révolution agraire », mais elle traçait en fait une politique qui rendait impossibles ces deux propositions. La résolution sacrifiait ces deux objectifs au bénéfice d'une alliance opportuniste avec la bourgeoisie chinoise. Préserver ce bloc à tout prix, telle était la tâche assignée à Borodine à Hankow, à Voitinsky à Shanghai, aux communistes chinois, qui ne furent jamais autorisés à aller dire dans les usines et dans les champs, aux ouvriers et aux paysans qu'ils pouvaient avoir confiance en eux-mêmes.

La croissance spectaculaire du mouvement paysan coïncida avec une vague de grèves dans tous les grands centres industriels, durant toute l'année 1926. Des comptes rendus, fragmentaires, dénombrèrent cinq cent trente-cinq grèves pour l'année, contre trois cent dix-huit pour 1925. Plus d'un million d'ouvriers avaient cessé le travail, le plus souvent pour une amélioration des conditions de travail et une augmentation des salaires. Plus de la moitié de ces grèves avaient réussi, complètement ou partiellement. Se référant seulement aux grèves pour lesquelles il disposait de tous les chiffres, un enquêteur calcula que 49,7 % des mouvements de grève avaient complètement réussi, que 29,01 % avaient obtenu des résultats partiels et que 22,29 % avaient échoué²⁰. Ces statistiques sont suffisamment éloquentes, mais ne livrent qu'un aspect des choses. A la fin de l'année, les grèves avaient dépassé le stade de la lutte économique pour devenir, comme il se doit, un mouvement politique. A Hankow, cela se passa à une échelle spectaculaire lorsque, d'un seul coup, les travailleurs prirent en main le combat contre l'impérialisme. Le 3 juin 1927, il y eut une grande manifestation à la limite de la concession britannique de Hankow. Les Britanniques, qui se souvenaient des fusillades du 30 mai 1925 à Shanghai, retirèrent leurs troupes de débarquement le lendemain. Les dirigeants du gouvernement nationaliste étaient encore plus effrayés que les Anglais par les manifestations de rue, mais ils acceptèrent de prendre la respon-

sabilité de maintenir l'ordre dans les zones britanniques après le retrait des fusiliers marins et des gardes de volontaires. Dans l'après-midi du 4 juin, la foule se rassembla à nouveau à la limite de la concession. « Trouvant que la concession, même si l'ordre y était maintenu par des gouvernementaux, n'avait pas vraiment été arrachée aux Britanniques, la foule commença à crier : « prenons-la maintenant », rapporta le *Hankow Herald*. « Des bandes de coolies commencèrent à entourer la concession de barricades. Des sacs de sable aux portes de la concession furent déchirés et le sable répandu dans la rue. Les chevaux de frise furent enlevés entièrement ainsi que tous les autres obstacles... Les étrangers étaient à la fête dans les rues de la concession britannique ²¹. » Les dépêches de presse qui parvinrent à Shanghai, et à l'extérieur, parlaient de « populace livrée à elle-même », de pillages. Mais, comme le reconnut plus tard un résident britannique de la concession, les vainqueurs « s'étaient répandus, excités et ravis, pendant un jour ou deux dans les rues de la concession et, s'il y avait bien eu quelques exemples d'insolence et de menaces verbales contre les étrangers, il n'y avait eu aucune effraction ni aucune violence physique ²² ».

En aval, à Kiukiang, deux jours plus tard, la concession britannique avait été récupérée d'une façon semblable, après la fuite précipitée des ressortissants anglais devant la menace d'une action populaire. Des histoires de vandalisme commencèrent à se répandre ; six semaines plus tard, le célèbre journaliste anglais Arthur Ransome visita Kiukiang et put inspecter quelques-uns des domiciles qui avaient été « violés », et sur lesquels avaient été posés des scellés pour fin d'enquête. « Le pillage se ramenait à quelques papiers déchirés jonchant les planchers, et qui avaient dû être laissés là par les étrangers bouclant leurs valises, des divans, des matelas étaient éventrés... peu de meubles, aucune fenêtre n'avaient été brisés, pas même un de ces affreux lustres que personnellement j'aurais bien aimé écraser. C'est un fait notable qu'à 6 heures du soir, ce jour-là [le 7 janvier], une quinzaine de personnes, deux hommes et des femmes qui étaient descendus... de Kuling empruntèrent les rues chinoises pour pénétrer dans la concession et prendre le bateau, sans le moindre ennui ²³. »

La prise de la concession britannique de Hankow fut un acte spontané de la part des ouvriers de la ville. « Personne n'avait prévu les événements du 3 janvier », rapportèrent les trois envoyés du Comintern dans leur lettre de

Shanghai. « L'occupation de la concession par les ouvriers de Hankow s'est déroulée spontanément, sans aucune directive ni du gouvernement, ni du Kuomintang, ni de notre parti. Tous furent mis en face du fait accompli par un geste spontané des masses et tous durent en tenir compte²⁴. »

Les événements de Hankow aiguillonnèrent la politique de retrait des étrangers, en particulier des Britanniques, qui avait commencé l'année précédente devant le mouvement de masse. Combinant les caresses avec les menaces, ils agitaient d'une main des propositions suffisamment attirantes pour le sommet de la direction chinoise, afin d'établir une nouvelle base pour une action unie contre le mouvement de masse, et d'un autre côté ils continuaient à recourir à la force. Ainsi, par exemple, le 31 août 1926, les puissances avaient signé un accord fixant au 1^{er} janvier 1927 la résignation des fonctions du Tribunal Mixte de Shanghai. Quelques jours plus tard, des canonnières britanniques bombardèrent Wanhsien, une ville en amont du Yangtze, infligeant à la population civile des dommages extrêmement graves, et cela par mesure de représailles, après un petit accrochage naval sans gravité. Il s'agissait de remettre en mémoire que la « politique de la canonnière » n'avait pas été définitivement répudiée.

Tout au début de l'année 1926, lorsque le gouvernement nationaliste déménagea pour Hankow, Sir Miles Lampson* fut envoyé à la tête d'une mission officielle, pour examiner les différentes possibilités de compromis. De la même façon les gouvernements japonais et américain envoyèrent une représentation diplomatique spéciale négocier avec le régime de Wuhan. Le 18 décembre 1926, à la consternation de la communauté britannique en Chine, le gouvernement britannique fit parvenir aux autres signataires des traités de Washington de 1922 un memorandum proposant une renonciation progressive aux privilèges des traités. Le 27 janvier 1927 les Britanniques y donnaient suite, en adressant aux gouvernements de Pékin et de Wuhan des propositions identiques. La même semaine, le Secrétaire d'État américain annonçait que son gouvernement était prêt à signer un arrangement. Appliquant cette ligne de conduite, le gouvernement britannique admit le fait accompli de Hankow. Il ouvrit des négociations, qui se terminèrent par la signature des communiqués Ch'en-

* Fut anobli plus tard sous le nom de Lord Killcaru.

O'Malley du 19 février et du 2 mars 1927, lesquels rétrocédaient les concessions de Hankow et de Kiukiang à l'autorité chinoise²⁵. Cela apparut aux résidents britanniques des autres ports ouverts comme l'annonce de la fin de leur monde. Ils pouvaient néanmoins se consoler en voyant arriver dans les ports des traités un nombre sans cesse grandissant de troupes et de navires de guerre. En fait la stratégie consistait à diviser le mouvement nationaliste en faisant des concessions, tout en conservant la menace d'une intervention armée.

Lorsque les politiciens libéraux de Hankow revinrent de la frayeur que leur avait causée l'audace des ouvriers qui s'étaient emparés de la concession, le spectacle d'une Angleterre conciliante et disposée à s'effacer leur donna un regain de courage. Ils se jetèrent de bon cœur dans la négociation, et en ressortirent éblouis par l'accord Ch'en-O'Malley, qui fut célébré comme un succès diplomatique pour Eugène Ch'en, bien qu'en fait ce soit les coolies de Hankow qui aient maté la puissante Angleterre. Les dirigeants communistes, pour leur part, étaient encore abasourdis par ce qui était arrivé. Selon les trois délégués du Comintern : « Comment le Comité central réagit-il aux événements de Hankow? D'abord, il ne désirait pas réagir du tout... Le Comité central était d'avis que les étrangers et la petite-bourgeoisie n'avaient pas besoin d'être éncrvés²⁶. » D'ailleurs, selon Ch'en Tu-hsiu : « La prise de la concession britannique par les ouvriers de Wuhan, ...non seulement fut menée sans que le parti le sache, mais encore, après coup, le Comité central considéra que cela avait été une erreur²⁷. »

La prise de la concession britannique, de toute façon, rehaussait provisoirement l'image que les leaders du Kuomintang de gauche se faisaient de leur pouvoir, et ils durcirent leur attitude vis-à-vis de Chiang. Celui-ci avait établi ses quartiers à Nanchang, la capitale du Kiangsi, où s'étaient rassemblés autour de lui les politiciens de l'aile droite. Des entremetteurs, comme Huang Fu et C. T. Wang, galopèrent d'un côté et de l'autre, recherchant des ententes avec les Japonais et avec le seigneur de guerre de la Mandchourie Chang Tso-lin, que représentait son émissaire Yang Yü-t'ing. Les yeux de Chiang étaient fixés sur Shanghai, la base économique principale, et la base politique des compradores, la place forte du capital chinois et étranger. Attendant la conquête de ce centre vital, avec ses masses d'argent disponible, son accès direct aux étrangers et aux riches Chinois, Chiang manœuvra pour

garder le contrôle du parti. Il réclama que le siège du gouvernement soit transféré à Nanchang, et désirait que le Comité exécutif central du Kuomintang tienne ses assises sous ses auspices. Il fit même un voyage éclair à Wuhan, le 10 janvier, pour appuyer ses réclamations; mais le Kuomintang de gauche et Borodine, pour le moment réjouis par la victoire sur les Britanniques et la force du mouvement derrière eux, furent assez hardis pour recevoir froidement Chiang Kai-shek. A un banquet où celui-ci assistait, Borodine lança quelques pointes au sujet des militaristes qui cherchaient le pouvoir, un accès d'audace qu'il regretta aussitôt disant : « J'ai peur d'avoir commis une faute... notre intervention contre Chiang Kai-shek fut provoquée par la pression de l'opinion générale et je ne sais pas si j'ai agi pour le mieux ²⁸. »

Chiang quitta Wuhan et, de retour à Nanchang, annonça ouvertement son intention d'écraser les communistes. « Si la T'ung Meng Hui, la ligue qui constitua l'ébauche du Kuomintang, a échoué dans l'édification d'une république où l'ordre règne », déclara-t-il dans un discours le 19 février », c'est que dans ses rangs on comptait trop d'éléments disparates qui n'avançaient pas de concert. Il y avait... des réactionnaires et des contre-révolutionnaires qui compromettaient la tâche. De ces gens il en existe maintenant trop. Il est temps de les chasser puisqu'ils ne sont pas des camarades véritables... qu'il n'y ait plus de querelles, de fractions parmi nous! Connu pour ma conviction au service de la doctrine de Sun Wen [Sun Yat-sen,] j'ai le droit de dire que chaque membre véritable du parti doit n'être rien que cela, rien d'autre. Qui que ce soit allant à l'encontre des buts et des méthodes préconisées par Sun Wen ne sera pas un camarade mais un ennemi, il ne devra pas rester parmi nous ²⁹. » Le 7 mars à nouveau, Chiang se livra à une attaque en règle contre Borodine et les conseillers russes, insistant néanmoins sur l'indéfectible amitié qu'il portait à l'Union soviétique. « La politique de la Russie n'est pas de nous tyranniser, dit-il, et bien que ses représentants aient agi autrement, insultant tout notre mouvement, je suis convaincu que cela n'a rien à voir avec la Russie, mais que cela relève des agissements individuels de ses délégués ³⁰. » Quant aux rumeurs de négociations avec Moukden et le Japon, Chiang dit qu'« un ou deux individus » étaient en train d'essayer malignement de salir la réputation de sa pureté révolutionnaire.

L'état d'esprit des radicaux de Wuhan, durant ces semaines, se refléta dans les décisions de la troisième session plénière du Kuomintang qu'ils convoquèrent, se méfiant de Chiang, à Hankow le 10 mars. Là, Borodine et ses collègues firent passer une série de résolutions qui, sur le papier, restauraient l'autorité des organes réguliers du parti, autorité que Chiang venait d'assumer pendant un an. Les pouvoirs de l'état d'urgence, qui avaient été délégués à Chiang furent résignés, et l'on rétablit le conseil militaire. Chiang Kai-shek « démissionna » de la présidence du Comité exécutif central et la session plénière supprima le poste lui-même, comme geste contre la concentration de trop de pouvoirs dans les mains d'un seul individu. Au même moment, des résolutions furent adoptées sur la coopération entre le Kuomintang et le parti communiste appelant ce dernier à partager les responsabilités en déléguant « des camarades responsables dans le gouvernement nationaliste et les gouvernements provinciaux ». Il fut également résolu que la « presse de la Troisième Internationale, du Parti communiste chinois et du Kuomintang ne violerait pas l'esprit de cette coopération par des rapports et des critiques mutuelles ³¹ ».

Les décisions, en ce qui concerne le parti communiste, furent immédiatement appliquées par l'attribution à deux communistes de deux portefeuilles créés pour l'occasion, celui de l'Agriculture et celui du Travail. Ce changement fut apporté consciemment, pour resserrer les liens déjà noués entre les communistes et le Kuomintang. Sur ce point, les dirigeants du Kuomintang étaient tout à fait clairs : « Le plan de coopération présent est très important », était-il expliqué dans l'officiel *People's Tribune*, « parce qu'il signifie un contrôle accru du Kuomintang sur toutes les forces participant à la révolution nationale... Le parti communiste devra remplir ses obligations pour permettre au parti (le Kuomintang) et au gouvernement d'exercer un contrôle total sur le mouvement de masse ³². »

Pendant que ces résolutions étaient effectivement appliquées, celles concernant Chiang Kai-shek restaient lettre morte. Les communistes avaient accepté l'autorité des dirigeants de Wuhan, Chiang ne l'avait pas acceptée, et Wuhan n'osait même pas lui demander de s'expliquer. Alors que toute la presse de Chine bourdonnait de rumeurs et de comptes rendus sur le schisme grandissant du Kuomintang, les radicaux de Wuhan et leurs alliés communistes essayaient désespérément de faire croire qu'il n'y

avait pas la moindre fausse note au sein du mouvement nationaliste. « Les organes militaires rendent volontairement et joyeusement au parti toutes les fonctions politiques, déclaraient les leaders de Wuhan... l'accord entre le parti et l'armée est complet. » Interrogés sur les rumeurs qui couraient concernant un éventuel éclatement du parti, ils répondaient que c'était une « pure invention ³³ ». On affirmait que les changements affectant le haut commandement du parti avaient eu lieu avec l'assentiment général, et l'agence de presse nationaliste, le 19 mars, disait qu'« il y a un accord complet dans tous ces changements et que les groupes et les individus qui paraissaient avoir des conceptions diamétralement opposées ont maintenant fait connaître leur parfait accord ³⁴ ».

Ce coup de sifflet lancé dans l'obscurité s'harmonisait parfaitement avec l'air que Chiang Kai-shek voulait jouer. Il devait encore rejoindre Shanghai, conclure et consolider ses nouvelles alliances. Il ne voulait aucune rupture officielle, aussi longtemps qu'il serait à Nanchang. Il désirait rompre avec Wuhan, et fixer lui-même les termes de cette rupture, une fois solidement établi dans la métropole du Whangpoo. Au Kiangsi, il avait déjà fait tomber la terreur sur les responsables paysans et ouvriers, et sur les communistes. La presse rapportait presque quotidiennement l'état de ses négociations avec Moukden en vue « d'une réconciliation du Nord et du Sud pour combattre les rouges ». Aussi claire que soit la rupture que Chiang préparait, pour Wuhan « la crise était terminée », et l'on disait que le mouvement révolutionnaire national « n'était pas gêné dans ses opérations par la moindre trace d'un conflit interne ³⁵ ».

« Que fit donc alors le Comité central du parti communiste ... ? » se demandaient les trois délégués du Comintern dans leur lettre de Shanghai :

On se serait attendu qu'il mène une campagne des plus larges parmi les masses, mettant à nu les mobiles secrets de ce conflit, dévoilant les intrigants de droite, encerclant Chiang Kai-shek; et qu'il agisse vigoureusement sur le gouvernement, sur Borodine, pour qu'ils cessent de camoufler le conflit en en faisant une question de personnes; et qu'ils agissent dans les masses sur la base d'une plate-forme politique de réforme sociale, et en premier lieu la réforme agraire, si bien que Chiang Kai-shek aurait dû accepter le combat (s'il le désirait) sur la base de cette plate-forme, ce qui aurait créé pour lui les plus graves difficultés. Mais le Comité central du parti communiste chinois et les repré-

sentants du Comité exécutif de l'Internationale communiste pendant longtemps ne « remarquèrent pas » ce conflit, et ne se définirent pas par rapport à lui... Répétons-le : dans le conflit entre Nanchang et Wuhan, le noyau dirigeant du parti n'a pas pris position, et il n'a rien fait pendant deux mois... Le Comité central n'a rien fait que se cacher et se dérober pour ne pas répondre aux questions que posait la situation. Les organisations locales du parti, dans la province du Hupeh ont lancé, à leurs risques et périls, la campagne autour de cette question, sans attendre les décisions du Comité central ³⁶.

Lorsque finalement il constata publiquement la situation, le 18 mars, Ch'en Tu-hsiu s'adressa simplement à Chiang, d'un ton plein de reproches : il cita le titre d'un journal japonais de Shanghai du 17 mars : « Nanchang proclame ouvertement une ligne politique pro-japonaise — refuse d'admettre les résultats de la conférence du Comité exécutif central — décide de se débarrasser de Borodine. » Chiang aurait dû démentir ces insinuations japonaises, déclara Ch'en Tu-hsiu, et ne pas « dénigrer ses propres associés ». Il continuait ainsi : « Notre tâche, par conséquent... est de persuader au plus tôt le dirigeant révolutionnaire nationaliste, le général Chiang Kai-shek, de prouver immédiatement en théorie et en pratique que la prétendue réconciliation entre le Nord et le Sud contre les rouges n'est rien d'autre qu'une intrigue ourdie par l'impérialisme japonais ³⁷. »

La marche en avant vers le Yangtze, le vaste soulèvement des masses, avaient porté les contradictions de classe à l'intérieur du mouvement nationaliste à son point de rupture. Chiang Kai-shek visait ouvertement Shanghai, pour y composer avec les impérialistes. Il était évident qu'il ne pouvait réussir qu'à la condition de décapiter le mouvement de masse. C'était le sens réel du conflit entre Nanchang et Wuhan, et l'on n'était pas loin du moment de l'explosion ; encore que les radicaux de Wuhan, émus de leur propre hardiesse lors de la rédaction des résolutions aient préféré considérer la crise comme terminée. Les communistes essayaient seulement de « persuader au plus tôt » le général induit en erreur. L'issue de tout cela était soigneusement cachée au peuple, et en particulier aux ouvriers de Shanghai qui, sans le savoir, tenaient la clé du problème dans leurs mains. Jamais mis en garde, aucunement préparés, ils devinrent tout d'abord les pions de Chiang, et ensuite ses victimes.

Chapitre 8

L'INSURRECTION DE SHANGHAI

A Shanghai les ouvriers des usines, en réponse à la marche victorieuse de l'expédition du Nord, avaient entamé une série de grèves, à un degré de combativité jamais vu. Pendant l'année 1926 il y eut, selon une récapitulation officielle, 202 297 ouvriers engagés dans cent soixante-neuf grèves, touchant cent soixante-cinq usines. Quatre-vingt-deux de ces grèves, soit un peu moins de la moitié, avaient été victorieuses. Une autre récapitulation donne pour la même période deux cent soixante-sept grèves, dont plus de la moitié auraient complètement ou partiellement vaincu¹. Une dépréciation constante des billons de cuivre (les *coppers*) avait causé une augmentation du coût de la vie, que ressentaient le plus gravement les couches les plus pauvres de la population. Dans la plupart des mouvements de grève, les réclamations étaient centrées sur les augmentations de salaire, la réembauche des ouvriers licenciés, la démission des contremaîtres brutaux, l'augmentation des indemnités de nourriture ou leur paiement, la réduction du temps de travail, une amélioration des installations dans les usines, les cantines et d'une façon générale de meilleures conditions de travail, la suppression des châtiments corporels, la mise en liberté des ouvriers arrêtés et des dédommagements pour les accidents du travail. D'autres demandes revenaient souvent, reflétant les conditions exactes de travail dans l'industrie de Shanghai; c'était des réclamations pour obtenir des infirmeries, des congès de maladie, un salaire pour les apprentis, la semaine de six jours, un paiement des salaires qui ne soit pas différé, un mois de salaire pour les femmes en couches, et l'interdiction de remplacer les adultes par des

enfants. Ces grèves se déroulaient face aux mesures répressives des autorités étrangères et des autorités chinoises locales. L'Union générale du Travail de Shanghai était illégale et peu de grèves avaient lieu sans leur lot d'arrestations et de brutalités. Ces mesures furent sans effet sur le mouvement de grèves, qui commença à prendre une tournure de plus en plus politique après que les nationalistes eurent occupé Wuhan et Kiukiang, sur le Yangtze.

La première tentative pour renverser le militariste local Sun Ch'uan-fang découla des projets de mutinerie d'un de ses subordonnés, en octobre 1926, dans le tout proche Chekiang. Il fut décidé qu'un soulèvement aurait lieu le 24, immédiatement après l'annonce de la révolte au Chekiang. Ce projet avait été mis au point sous la direction de Niu Yung-chien, président du Comité local du Kuomintang. On n'essaya pas d'organiser une grève générale, ou d'y inclure la population; il était simplement demandé aux communistes de fournir quelques petites équipes pour une action directe contre les postes de police. Niu visait à affaiblir la position de Sun Ch'uan-fang, mais il se préoccupait également de limiter autant que possible l'activité des communistes. Dans la nuit du 23 octobre, on l'informa que la révolte du Chekiang avait échoué. Il ne jugea pas utile d'en informer les communistes et le lendemain leurs petites escouades furent rapidement neutralisées par la police au moment où elles attaquaient plusieurs commissariats. L'incident passa presque inaperçu, alors que l'incertitude grandissait à Shanghai et que le sentiment populaire commençait à prendre forme d'une manière plus ferme à l'occasion des deux grands mouvements de masse du 28 novembre et du 12 décembre.

Durant ces mois, la situation politique à Shanghai devint extrêmement complexe, ramenant à intervalles réguliers le projet d'établir « l'autonomie » de Shanghai, puis d'élargir le mouvement aux provinces du Kiangsu, du Chekiang et de l'Anhwai. Shanghai devint le centre de toutes les intrigues, des manœuvres politiques de tous les groupes et de toutes les classes : pour les banquiers et les compradores, ayant à leur tête Yü Ya-ch'ing et le groupe bancaire du Chekiang et du Kiangsu; pour les politiciens de l'aile droite du Kuomintang dirigée par Wu Chih-hui, Chang Chi et d'autres; pour des comploteurs professionnels, comme Huang Fu et C. T. Wang; pour les bas-fonds, sous la direction du fameux triumvirat Huang Ching-yung, Tu Yüeh-sheng et Chang Hsiao-lin; pour le Comité du

Kuomintang dirigé par Niu Yung-chien; et pour une flopée d'individus en place, d'individus cherchant une place, d'entremetteurs, de parasites, et le menu fretin cherchant le côté du manche avant le coup de balai. Même Sun Ch'uan-fang, la cible déclarée du mouvement autonomiste, enfonça ses doigts dans le gâteau. Rôdant autour de tous, Yang Yü-t'ing, l'envoyé spécial de Moukden, attendait que le Kuomintang vienne mordre à l'hameçon qu'il avait lancé pour le seigneur de guerre de la Mandchourie, Chang Tso-lin. S'accrochant à tous ces politiciens et tous ces spécialistes de la manipulation, il y avait le parti communiste chinois et l'Union générale du Travail de Shanghai, qu'il contrôlait².

La situation militaire de Sun Ch'uan-fang, qui avait empiré en décembre, causa la précipitation de cette bizarre solution. Désespéré, Sun se tourna vers un allié d'autrefois, Chang Tsung-ch'ang, le seigneur de guerre du Shantung, l'être le plus notoirement avide de son espèce. Les troupes de Chang se mirent en marche vers le sud, en suivant la ligne de chemin de fer Tientsin-Pukow. Les capitalistes de Shanghai furent consternés en entendant dire que Chang était en route pour obtenir dix millions en numéraire contre des assignats militaires sans valeur. Les perspectives de voir les troupes du Fengtien-Shantung de Chang occuper Shanghai n'étaient pas pour les rassurer. Cela contribua à retenir l'attention des milieux d'affaires de la ville sur Chiang Kai-shek, qui apparaissait de plus en plus comme quelqu'un susceptible de les sauver, par en bas, des masses, et par en haut, des dépradations du seigneur de guerre du Shantung.

Les autorités étrangères britanniques et américaines, plus que les Japonais en cette circonstance, semblèrent trouver que la complexité de la situation les dépassait quelque peu pour le moment. L'attitude dominante parmi eux, durant ces premières semaines de l'année 1927, paraissait être de prendre leur mal en patience plutôt que de courir vers d'autres. Pour l'homme d'affaires, le banquier, le soldat, le consul, le missionnaire étrangers, ces assauts continuels, ce trouble permanent qui les prenaient pour cible leur semblaient être les coups d'une fortune adverse. Ils ne pouvaient distinguer avec certitude qui était le lapin et qui était le chasseur. Si bien qu'ils se barricadèrent dans leurs concessions, derrière des barbelés et des chevaux de frise. Les métropoles leur envoyaient régiment sur régiment, et les flottes de guerre étaient au

grand complet pour les protéger contre toute éventualité. Seuls les plus subtils d'entre eux * avaient compris depuis le début que leurs intérêts coïncidaient avec ceux des banquiers de Shanghai, et agissaient en conséquence. Ils savaient que Chiang était un militariste très politique, et dont la veste était réversible. Si les banquiers de Shanghai étaient prêts à miser sur lui, ils savaient qu'ils pouvaient jouer la couleur. Le seul obstacle restait les ouvriers de Shanghai. En février, lorsque les troupes de Chiang pénétrèrent dans le Chekiang, la situation était devenue claire pour tous, sauf pour les ouvriers et les dirigeants communistes qui continuaient à présenter Chiang comme le général-héros de la révolution.

Les troupes nationalistes s'emparaient de Hangchow le 17 février et s'avançaient le lendemain vers Kiahsing, à moins de quatre-vingts kilomètres de Shanghai. Des unités d'éclaireurs parvinrent même à remonter la voie de chemin de fer jusqu'à Sungkiang, à trente-cinq kilomètres de la ville. A Shanghai, tout était préparé. S'attendant à une poussée nationaliste immédiate, l'Union générale du Travail lançait un appel à la grève générale pour le 19 au matin, et, en quarante-huit heures, plus de trois cent cinquante mille ouvriers avaient quitté leur travail³. « La splendide Shanghai ressemblait à un cimetière, rapporte Hua Kang, les tramways s'étaient arrêtés, les navires ne pouvaient quitter le port, les bureaux de poste étaient fermés, les grands magasins avaient bouclé leurs portes, et toutes les grandes usines étaient silencieuses. Pas un seul travailleur ne répondait à l'appel des sirènes⁴. » Des heurts avec la police commencèrent à se produire. La grève était effective, mais ses leaders n'avaient aucun but propre. Les mots d'ordre lancés par les communistes se limitaient à : « Soutenons l'armée de l'expédition du Nord », « Renversons Sun Ch'uan-fang », « Vive Chiang Kai-shek ». Le Comité central du parti communiste était à la remorque des événements, et des ordres de l'extérieur. Si l'on s'en tient à Ch'ü Ch'iu-pai, l'un des membres de l'équipe dirigeante du parti à Shanghai à cette époque,

... La proclamation de la grève ne fut pas une décision officielle du parti. Après que la grève eut éclaté, on ne la considéra pas comme une première étape en vue d'un soulèvement. Il n'y avait aucune sorte de propagande de faite parmi les masses petites-bourgeoises, et parmi les ouvriers

* Des individus comme Ferral, le banquier de *La Condition Humaine*,

Peu avaient conscience des buts et des perspectives de la grève générale...

Bien que le slogan « pour une assemblée de délégués des citoyens » ait été adopté, on ne le considérait pas comme un mot d'ordre qui puisse appeler les masses à exiger l'élection de délégués par les usines ou les syndicats, et les petits commerçants à envoyer leurs propres représentants. Il n'y eut aucune tentative pour faire de cette assemblée une sorte de soviét de la révolution nationale, ni pour en faire un organe pratique qui puisse faire aboutir la grève des ouvriers, la grève des commerçants, assurer la transition de la défense armée au soulèvement armé. En d'autres termes, il n'y eut aucun effort de fait pour que cette assemblée devienne un gouvernement provisoire révolutionnaire *de facto*.

Le parti se contenta d'organiser un comité provisoire révolutionnaire, réunissant les délégués de la grande bourgeoisie et des représentants de la hiérarchie syndicale. Par conséquent les masses qui étaient descendues dans la rue n'avaient guère la possibilité de participer à la « lutte de classes » entre les délégués ouvriers et les représentants de la bourgeoisie... Le résultat logique fut que les délégués ouvriers cédèrent sur chaque question à la grande bourgeoisie... Notre parti a fait descendre les masses dans les rues et les a abandonnées pendant trois jours sans leur accorder la moindre attention. Nous ne les avons pas menées en avant, nous n'avons pas ordonné d'offensive en vue d'un soulèvement. Nous n'avons même pas mis au point une lutte défensive. Si des ouvriers ont pris des fusils pour exécuter des traîtres, ce furent bien souvent des actes spontanés...

Ce que nous avons fait, ce sont des efforts pour négocier avec Niu Yung-chien, Yang Hsin-fu, Yü Ya-ch'ing, Wang Hsiao-lai, simplement pour négocier en essayant de se servir des conflits entre ces différents groupes de la bourgeoisie. Voilà à quoi aboutit une tactique de ce genre : les ouvriers étaient en grève, mais attendaient la permission de la grande bourgeoisie avant d'aller plus loin. La petite-bourgeoisie était laissée dehors, dans le froid, sans directive, sans dirigeant. Nous espérons, qu'après la création de conditions garantissant la victoire (c'est-à-dire un aboutissement heureux des négociations entre Niu Yung-chien et Li Pao-chang, le commandant de la garnison de Shanghai, d'une part, et les gros commerçants d'autre part), nous espérons après tout cela commencer les préparatifs d'un soulèvement. Cela revient objectivement à une trahison de la classe ouvrière².

Li Pao-chang, le commandant de la garnison et la police des concessions française et internationale n'attendirent pas le résultat de ces conversations pour commencer la répression de la grève. Les étudiants et les grévistes pris à distribuer des tracts dans les rues étaient décapités ou abattus sur-le-champ. Les premiers jours de la grève, Li

envoya ses escouades de tueurs dans les rues avec leurs grands sabres. Ceux qui étaient arrêtés par la police étrangère étaient renvoyés en zone chinoise pour être exécutés. Dans les concessions, aussi bien que dans la zone chinoise, des patrouilles de police fouillaient les boutiques et les piétons, créant une terreur telle que la plupart des magasins, surtout dans les quartiers populeux de Chapei et Nantao, fermèrent et clouèrent leurs portes et leurs fenêtres. Hua Kang parle d'un colporteur qui criait ses marchandises : « Mai ta ping » (je vends des gros gâteaux). Des soldats le tuèrent disant qu'il avait crié : « Ta pai ping » (soldats foutus). Deux métallos et un conducteur de tramway eurent la tête tranchée là où ils distribuaient des tracts, près de la Porte de l'Ouest. Ces terrifiantes escouades s'en prenaient également à ceux qui lisaient les papillons et les tracts, et les tuaient. Trois étudiants pris en train de s'adresser à la foule à Jessfield, une ville sur le bord de la concession, furent mis à mort de la même façon. Le nombre exact des morts resta inconnu ; on parla de deux cents. Le 20 février le correspondant du *New York Herald Tribune* assista aux tueries :

Les têtes coupées à coup de sabre étaient emmanchées sur des bâtons, ou bien mises sur des assiettes et promenées dans les rues. La vue de ces défilés dans les rues populeuses créait une véritable terreur parce que les victimes n'avaient même pas eu droit à un semblant de jugement. Les exécutions avaient lieu dans les quartiers les plus populaires. Les tueurs portant les sabres, et accompagnés d'une escorte de soldats, conduisaient leurs victimes bien en vue aux carrefours, et là les responsables de la grève étaient forcés de s'agenouiller pour qu'on leur coupe la tête. Des milliers de gens étaient pris de terreur en voyant toutes ces têtes piquées sur des bambous et promenées jusqu'au lieu de la prochaine exécution*.

Les combats de rue commencèrent, entre les ouvriers et les soldats ou la police, à partir du 21. Les travailleurs avaient déjà commencé à s'emparer d'armes pour se défendre contre la terreur dans les rues. Les escarmouches avaient déjà commencé lorsque les responsables communistes se décidèrent à fixer le moment du déclenchement de l'insurrection, au soir du 22 février à six heures. Elle était censée coïncider avec l'arrivée des troupes nationalistes qui, chacun en était persuadé, se dirigeaient sur la ville le long du chemin de fer Shanghai-Hangchow. On en était au troisième jour de la grève, bien des têtes d'ouvriers étaient tombées, et le sang coulait à flots dans les rues.

Les dirigeants communistes étaient toujours en train de négocier avec Niu Yung-chien et d'autres représentants de la classe possédante. Mais, pendant tout ce temps, les troupes nationalistes n'avaient pas bougé de Sungkiang. Pourtant pour leur barrer la route de Shanghai, il n'y avait plus d'obstacle militaire, juste quelques petites bandes de soldats nordistes démoralisés, disséminés sur trente kilomètres, pillant la campagne tout en se repliant vers la métropole.

Ce n'était pas par hasard que les troupes nationalistes n'avaient pas bougé. Après avoir reçu un télégramme de Niu Yung-chien, lui conseillant « un arrêt de l'avance pour le moment ⁷ », Chiang Kai-shek avait soudainement ordonné une suspension des opérations le long du front Kiahsing-Sungkiang, en attendant de progresser vers Nankin et la ligne de chemin de fer Nankin-Shanghai. Les conditions du point de vue stratégique étaient tout à fait favorables pour une occupation de Shanghai; mais, de toute évidence on avait accepté de donner à Li Pao-chang le temps de tuer le plus possible des meneurs de la grève. « Le général Li essaye de s'inscrire au parti nationaliste, écrivait la *China Weekly Review*, bien informée, et le général Chiang Kai-shek a accepté de l'enrôler... Il y a même des rumeurs qui courent sur la satisfaction des membres conservateurs du Kuomintang après la rage sanglante du général Li, car elle a porté un coup au pouvoir, aussi bien qu'aux têtes, de l'aile radicale et communiste du parti ⁸. » Tout cela fut confirmé quelques semaines plus tard, lorsque Li fut récompensé par un commandement, celui de la huitième armée nationaliste ⁹.

Le soulèvement qui débuta au soir du 22 février se termina par un gigantesque massacre. Le combat continua dans les rues d'une façon sporadique jusqu'au 24. Pendant ce temps la grève s'était dissoute. La plupart des ouvriers, effarés par la tournure des événements, avaient repris le travail. Les arrestations et les exécutions continuèrent. Le témoin oculaire étranger déjà cité ajoute une touche ironique finale : « Bien des gens furent arrêtés parce qu'ils portaient des affichettes où l'on pouvait lire : « Bienvenue à Chiang Kai-shek, le vaillant commandant de l'armée cantonaise. Leur culpabilité ne faisant pas de doute, ils furent exécutés sur-le-champ ¹⁰. »

En dépit de cette sauvage répression, et de l'incertitude confuse de la direction communiste, du début à la fin, les événements du 19 au 24 février ne devaient être que les

prémices d'événements plus importants encore. Les organisations ouvrières, malgré de lourdes pertes étaient toujours en place. Les ouvriers avaient appris à se battre et le problème était plutôt de savoir si les dirigeants avaient appris à diriger. La grève du 19 février avait posé la question du pouvoir. La direction communiste, guidée par le délégué du Comintern Voitinsky, « s'était posé le problème de savoir s'il fallait faire ou non une insurrection alors qu'elle avait déjà commencé » et, pendant que les ouvriers avaient combattu, cette direction avait cherché un compromis au sommet avec ceux qui précisément réprimaient l'insurrection. Les trois subordonnés de Voitinsky, dans leur lettre du 17 mars, continuaient : « Le résultat, c'est que nous sommes passés à côté d'un moment historique exceptionnellement favorable, d'un concours exceptionnel de circonstances. Alors que le pouvoir était là, dans les rues, le parti n'a pas su comment le prendre. Pis, il ne voulait pas le prendre, il avait peur de le prendre. » Ils continuaient en comparant ces événements à l'échec de l'insurrection allemande de 1923, ajoutant : « Seulement, il y avait cette différence qu'à Shanghai le prolétariat disposait de forces plus importantes, et avait toutes les chances de son côté. Serait-il intervenu d'une façon déterminée, qu'il aurait conquis Shanghai pour la révolution, et transformé le rapport des forces à l'intérieur du Kuomintang ¹¹. » Mais, comme les événements des jours suivants devaient le montrer on n'avait pas encore épuisé ces circonstances exceptionnellement favorables.

Pendant les deux semaines qui avaient suivi l'écrasement de l'insurrection, le 24 février, les troupes du Fengtien-Shantung de Chang Tsung-ch'ang avaient descendu la ligne Shanghai-Nankin, et s'étaient emparés de la zone de Shanghai, Sun Ch'uan-fang se retirant vers le Nord, hors du jeu. Dans les concessions étrangères les garnisons furent renforcées, les portes fortifiées, et des barricades élevées avec des sacs de sable. Fin février, il y avait sept mille hommes de troupe britanniques, mille cinq cents fusiliers marins américains et six cents japonais, sans compter les troupes de débarquement que tenaient en réserve les navires de guerre à l'ancre dans le Whangpoo, en nombre sans cesse grandissant. On en attendait encore bien plus. Le 25 février, le corps diplomatique de Shanghai publiait une mise au point qui indiquait les étapes nécessaires pour un renforcement de la sécurité de la concession et la protection de ses ressortissants ¹².

Pendant ce temps-là, les opérations militaires se déroulaient sur trois fronts. Des troupes nationalistes avançaient vers le Yangtze, occupant Anking, Wuhu, se préparant à marcher sur Nankin. Un deuxième corps de troupes faisait face à la ligne de chemin de fer Nankin-Shanghai, à la hauteur de Chinkiang-Soochow. La troisième concentration nationaliste se trouvait à Sungkiang au sud-ouest de Shanghai, sur la ligne Shanghai-Hangchow. Ce dernier front, calme après l'avance initiale qui avait suscité le soulèvement du 19 au 24 février, redevint plus agité en mars. Pai Ch'ung-hsi, un général originaire du Kwangsi, et l'un des adjoints de Chiang, fit mouvement avec lenteur vers Shanghai. Dans la nuit du 20 mars il atteignait Lunghwa, dans la banlieue de la ville, où il s'arrêta. Des négociations commencèrent alors avec Pi Shu-ch'eng, le nouveau commandant de la garnison, en vue d'une « occupation pacifique » de la ville par les nationalistes. Les armées du Fengtien et du Shantung étaient complètement démoralisées, et beaucoup étaient déjà en fuite, quoique le gros des troupes, fort de plusieurs milliers d'hommes et renforcé par des Russes blancs, tint encore des positions stratégiques au cœur de la ville.

Lunghwa devint le centre d'un échec de intrigues. Niu Yung-chien se tourna vers le général Pai : « Remettez d'un jour votre entrée en ville, conseilla-t-il, Pi Shu-ch'eng se rendra. » Chiang Kai-shek de son côté ordonnait : « N'attaquez pas Shanghai. N'entrez pas en conflit avec les impérialistes. Attendez ¹³. » Dans la cité, de toute façon, l'Union générale du Travail lançait un appel à la grève générale et à l'insurrection, qui devaient éclater simultanément à midi le 21 mars. Des délégués furent dépêchés à Lunghwa, pour demander à Pai Ch'ung-hsi de mettre ses troupes en marche pour venir au secours des ouvriers. Il refusa de bouger. Ces délégués étaient encore en train d'essayer de le convaincre lorsque les ouvriers s'élançèrent d'eux-mêmes. Midi était à peine sonné que la fusillade commença ¹⁴. La grève était totale, on peut dire que chaque travailleur avait répondu à l'appel. Les grévistes furent bientôt rejoints par les employés de commerce et la grande masse des pauvres de la ville. Entre cinq cent et huit cent mille personnes étaient descendues dans la rue ¹⁵. Pour cette fois, il y avait eu des plans dressés pour une insurrection, et qui reposaient sur une milice de cinq mille hommes triés sur le volet et bien entraînés. Ils étaient regroupés dans des petites unités de vingt ou trente hommes. Une

source parle d'un arsenal initial de cent cinquante pistolets Mauser¹⁶, c'est-à-dire moins d'un par équipe. L'attaque contre les policiers et les troupes du Shantung commença avec des bâtons, des haches et des couteaux.

L'attaque commença simultanément en six points de la ville : Nantao, y compris une partie de la zone sud de la concession française; Hongkew, la bande délimitée sur trois côtés par la concession internationale; Woosong, la zone fortifiée près du confluent du Whangpoo et du Yangtze; la partie est de Shanghai, y compris la zone industrielle connue sous le nom de Yangtzepoo; le district industriel ouest de Shanghai près de la concession; et Chapei, le quartier prolétarien le plus dense de la ville.

Avant le soir, les commissariats de police et les cantonnements militaires locaux étaient conquis par les ouvriers, sauf à Chapei. Beaucoup de soldats et de policiers déchiraient leur uniforme et se rendaient avec armes et bagages. De cette façon, dans la soirée, la milice se trouvait relativement bien armée. Pour construire des barricades autour des commissariats de police, les caisses, les meubles, les bancs étaient jetés dans les rues, et les portes arrachées de leurs gonds. Des centaines de petits restaurants préparaient la nourriture que des femmes apportaient dans des bols fumants jusque sur les lieux du combat. Les insurgés s'étaient noués autour de leur bras droit des morceaux de chiffons rouges pour qu'on les reconnaisse. Avant que la nuit ne soit tombée, tous les postes de police étaient pris, ainsi que les bureaux du téléphone et du télégraphe. Les lignes électriques étaient coupées.

« A Nantao..., rapporte Hua Kang, le soulèvement avait commencé par l'attaque d'un poste de police qui était conquis peu après deux heures de l'après-midi. Le central téléphonique et tous les postes de police étaient investis en peu de temps. Les policiers étaient désarmés, et des armes récupérées dans tous les postes occupés. Peu avant quatre heures, les ouvriers pensaient qu'ils étaient suffisamment armés et se dirigeaient vers l'arsenal de Kiangnan, au sud de la ville. Là-bas, les soldats se rendirent sans combattre, donnant ainsi aux ouvriers un vaste stock de fusils et de mitrailleuses. Au même moment, les soldats postés à la gare du Sud s'enfuyaient, et ce fut chose simple pour les cheminots de s'emparer des locomotives, et de s'en servir pour les mettre au service de l'insurrection. A cinq heures, c'est-à-dire moins de cinq heures après le déclenchement de l'insurrection, les ouvriers se pressaient

dans les cours de la Compagnie chinoise de tramways. Tout Nantao leur appartenait.

« A Hongkew il n'y avait aucun soldat posté, et les ouvriers n'avaient à faire qu'à la police. Presque immédiatement le commissariat de police tombait, et Hongkew passait aux mains des ouvriers. Mais après que la police eut été jetée dehors, elle suggéra aux gangsters d'attaquer les syndicats et de ressaisir les postes de police... Les ouvriers devaient non seulement combattre l'ennemi organisé, mais devaient également s'employer à supprimer les gangsters¹⁷. » Ho Shen donne cette autre version de l'incident : « Les policiers, une fois dispersés, se rendirent compte que les assaillants étaient des communistes et non des membres du Kuomintang. Ils se regroupèrent et, sous la direction de Niu Yung-chien, contre-attaquèrent... Mais finalement la victoire resta aux ouvriers¹⁸. »

A Pootung, les ouvriers constituèrent des détachements de style militaire et se lancèrent contre le commissariat de police N° 3. Il tomba entre leurs mains presque aussitôt. Les soldats et les policiers en fuite étaient désarmés et beaucoup d'entre eux rejoignirent les rangs des insurgés qui commençaient à mettre sur pied un bureau ouvrier provisoire de la sécurité publique pour prendre en charge tous les bureaux municipaux installés dans le quartier. Des représentants du Kuomintang, escortés de gangsters en armes, traversèrent la rivière et essayèrent de reprendre en main le quartier. Leurs tentatives furent repoussées, et ils durent regagner Shanghai sur l'autre rive.

A Woosung, les soldats avaient été mis en déroute dès le début de l'attaque. Leur détachement, ignorant la situation en ville, se replia le long du chemin de fer à voie étroite qui reliait Woosung à Shanghai. A Kiangwan, ils trouvèrent les rails arrachés et les soldats se retranchèrent dans la gare de Tientungan, la jonction des districts de Kiangwan, Hongkew et Chapei. Des détachements ouvriers venus du Yangtzepoo déjà conquis rejoignirent des unités venues de Chapei, pour attaquer la gare de Tientungan. A l'ouest de Shanghai, les ouvriers s'emparèrent des postes de police, prirent leurs armes et traversèrent le « canal » de Soochow pour rejoindre les attaquants du poste de police de la route Pootoo, le forçant à se rendre après un assaut au cours duquel le chef du piquet et plusieurs policiers furent tués. Puis les ouvriers rassemblèrent leurs troupes, et venant de toutes les directions, se dirigèrent

vers la gare du Nord, au cœur de Chapci, où le combat était le plus enragé.

La résistance partout s'était désagrégée sauf à Chapci, ou à la nuit tombée on se battait encore. Les mercenaires russes de Chang Tsung-ch'ang circulaient dans des autos blindées arrosant les maisons de chaque côté des rues avec leurs mitrailleuses. Un train blindé, juste en retrait de la gare du Nord, également servi par des Russes blancs, bombardait la zone de combat. Depuis la porte de la concession qui donnait sur la route nord du Chekiang et qui commandait la perspective de la route Paoshan que les ouvriers traversaient pour prendre d'assaut la gare, les troupes britanniques tirèrent « pour défendre » la concession, qui n'était pas du tout inquiétée. Des centaines de soldats de l'armée du Shantung purent se réfugier derrière les portes de la concession, et de là être rapatriés vers le Shantung.

Leurs rangs ayant augmenté dans l'après-midi, quand les ouvriers affluèrent dans Chapci, les piquets entreprirent le siège de six places fortes qui y étaient encore tenues par l'ennemi : la gare du Nord, la Guilde de Huchow, le bâtiment des presses commerciales, le commissariat de police N° 5, le poste de police de la route de Canton et celui de la route Chunghwa. La septième et dernière position ennemie était à l'autre bout de la route de Paoshan, à la gare de Tientungan. En fin d'après-midi, tous les postes de police et la Guilde de Huchow étaient tombés. La gare du Nord, les presses commerciales et la gare de Tientungan étaient situées sur une ligne coupant Chapci en deux parties. Les piquets armés s'y regroupèrent. Voici ce que Hua Kang rapporte de la bataille :

Le combat le plus farouche eut lieu à la gare du Nord où, pour faire reculer les ouvriers, l'ennemi avait mis le feu aux maisons du voisinage, en détruisant une certaine avant que l'incendie ne soit maîtrisé... Les piquets quittèrent les lignes pour faire la chaîne ou pour actionner des pompes hors de service. Les gens avaient tellement de ressentiment contre les soldats et tant de gratitude pour les piquets qu'ils rejoignirent l'insurrection spontanément. Vieux et jeunes, travaillant ensemble, vidèrent leurs maisons pour édifier des barricades... Les soldats enfermés dans les gares n'osaient même pas tenter une sortie, et se contentaient de tirer des rafales au hasard dans la direction des ouvriers. Les Russes blancs ouvrirent le feu à nouveau, soutenus de temps en temps par des tirs britanniques depuis la concession¹⁹.

La bataille continua toute la nuit, mais le lendemain matin on sentait que la fin était proche. A midi, les soldats de la gare de Tientungan se rendaient. A quatre heures et demie de l'après-midi quelques-uns des soldats qui tenaient le bâtiment des presses commerciales essayaient de fuir, mais étaient capturés. Le reste se rendait alors. Une heure plus tard, couverts par l'incendie, les mercenaires russes s'enfuyaient dans la concession internationale, et les soldats du Shantung se dispersaient dans le plus grand désordre. A six heures le drapeau blanc flottait sur la gare du Nord.

Telle était la situation lorsque les troupes nationalistes de la première division arrivèrent route Markham en descendant de Lunghwa. Les ordres étaient de rester sur place mais les soldats s'y étaient opposés et leur commandant, Hsüeh Yüeh, décida de les suivre. Lorsqu'il arriva, de toute façon, la bataille était finie. Tout Shanghai, à l'exception des concessions française et internationale, était aux mains des ouvriers. Tout au long des routes Paoshan, Paotung et Chingyung, le bruit des fusils laissait la place au crépitement des feux d'artifice allumés pour fêter la victoire. Le syndicat des chemins de fer ordonna la réparation des voies ferrées qui avaient été sabotées, et les trois cents ouvriers qui s'en chargèrent furent les premiers dans tout Shanghai à reprendre le travail après la victoire de l'insurrection.